

## CONSULTATION NATIONALE (N° 2016 P 1123 BIS)

La Société Tunisienne de l'Electricité et du gaz (STEG) se propose de lancer une consultation nationale pour :

« **REPLACEMENT DES EQUIPEMENTS TELECOMMANDE CENTRALISEE AU POSTE NAASSANE** ».

### **Conditions de participation :**

Seuls les soumissionnaires ayant la qualité d'entrepreneur ou revendeur et justifiant de références techniques et financières suffisantes et ce par la fourniture dans leurs offres des pièces exigées par le cahier des charges.

Les plis contenant les offres doivent parvenir à la STEG sous double enveloppes cachetées par courrier recommandé ou par rapide-post ou remis directement au Bureau d'Ordre de la **STEG / DPTE – CHOUCHEt RADES** (contre décharge), sous peine de rejet catégorique, au plus tard le **26 Octobre 2016 à 16H30** délai de rigueur au nom de :

**MADAME LA DIRECTRICE DE LA DIRECTION DE PRODUCTION ET TRANSPORT  
DE L'ELECTRICITE  
STEG / DPTE / CHOUCHEt RADES – BP 126-2040 RADES -TUNISIE**

**CONSULTATION NATIONALE N° 2016 P 1123 BIS :**  
**«REPLACEMENT DES EQUIPEMENTS TELECOMMANDE CENTRALISEE AU POSTE  
NAASSANE»**  
**« A NE PAS OUVRIR »**

Toute offre reçue après la date et l'heure limites de réception des offres sera considérée comme nulle et non avenue. La date d'envoi ou du cachet de la Poste ne sera pas prise en compte pour l'acceptation des offres, seul le cachet du Bureau d'Ordre de la STEG / DPTE – CHOUCHEt RADES fait foi.

Le retrait des cahiers des charges peut être effectué du lundi au vendredi auprès de la Direction de la Production et du Transport de l'Electricité sise à Chouchet Rades sur présentation d'une demande écrite et le paiement d'un montant de trente Dinars (30DT) non remboursable en espèces ou par chèque certifié et ce à compter de la date de parution du présent communiqué.

Ne peuvent participer à la consultation que les soumissionnaires ayant retiré le cahier des charges auprès de la STEG.

La séance d'ouverture des offres technico-financières est **non publique**.

Les offres resteront valables pendant **90 jours** à partir du lendemain de la date limite de réception des offres.